
« Croissance et/ou décroissance pour un développement durable :
Quelle position ? »

FANDI Naziha
Université de Tlemcen
Fandi_2006@yahoo.fr

Résumé

La première inquiétude d'une entreprise est d'assurer sa pérennité avant toute autre chose même si elle est sensée s'occuper des besoins et des revendications de ses parties prenantes.

Mais dans un cadre global via une vision de développement durable qui incarne un nouveau paradigme, reposant sur la prise de conscience des limites de notre environnement physique, les entreprises doivent adopter une combinaison : pérennité/ responsabilité, facteurs qui sont étroitement liées.

En effet, nous vivons aujourd'hui selon un rythme de croissance bien au-delà de ce que notre planète peut supporter, ce qui, ajouté à l'inégalité dans la répartition des richesses et des ressources de par le monde, font creuser de plus en plus la pauvreté et l'épuisement de notre écosystème.

De même, la croissance économique est devenue et demeure l'impératif catégorique absolu de notre temps. Mais il faut se demander si la croissance tient vraiment ses promesses au regard de ces exigences multiples, si l'augmentation indéfinie de la production, du revenu et de la richesse, constituent bien le critère exclusif du progrès sociétal.

La question porte donc sur le choix entre : une croissance économique indéfinie ou une décroissance qui ne doit pas être indéfinie de l'économie globale. C'est donc le juste milieu qu'il faudra chercher et soutenir, faute de compromettre les besoins des générations futures.

S'agit-il d'une augmentation du PIB pour une soi-disant croissance économique, ou faudra-t-il procéder par le global compact pour reprendre la formule de KOFI ANNAN?

Mots clés : *Globalisation, inégalité, pauvreté, PIB, écosystème, décroissance dans les sociétés industrielles avancées, global compact*

Introduction

Il est à constater que le taux de croissance globale est devenu la mesure la plus courante du progrès général d'une société, dans le passé comme pour l'avenir, et ce, tant aux yeux des pouvoirs publics et des entreprises qu'aux yeux des consommateurs individuels ou des acteurs représentant les divers groupes sociaux.

Cette croissance économique, mesurée par le taux d'augmentation du PIB (produit intérieur brut), constitue aujourd'hui l'instrument de référence principal pour la gestion à court terme et à long terme de l'ensemble des économies nationales de la

planète, de même pour la politique de développement et de progrès des sociétés humaines.

D'un point de vue économique, le taux de croissance globale est supposé offrir une mesure du degré de réalisation de la plupart des objectifs assignés aux politiques : augmentation des revenus du travail et du capital, accroissement de la richesse matérielle et du bien-être de la population, capacité de créer des emplois rémunérateurs pour tous, élargissement de la base pour la mobilisation des prélèvements collectifs nécessaires au développement des services publics et de la protection sociale, affirmation de la puissance économique des états (et par là, leur influence politique ou même militaire).

On trouve une grande fréquence des références à cette croissance dans les discours des responsables politiques, quel que soit leur niveau de responsabilité. Or, en quoi l'immense majorité des citoyens peut-elle et doit-elle se sentir à ce point concerné dans sa vie quotidienne par un indicateur aussi abstrait ?

Il n'en reste pas moins que ce taux de croissance (et ses variations) demeure au cœur des préoccupations et des échanges sociaux et économiques de la plupart des sociétés modernes ; mais, peut-on se demander, avec quelle tendance pour les générations futures ?

1- Moteur ou mythe du système libéral ?

Les caractéristiques qui se sont renforcées récemment dans le cadre de la globalisation attachée au système mondial née de la domination occidentale, tels que l'individualisme, l'économisme productiviste et l'importance des mécanismes du marché, sont aux cœurs du progrès social puisque c'est ce progrès que l'on prétend mesurer par le taux de croissance PIB.

a) D'abord, s'agissant de l'individualisme qui caractérise la société occidentale, il émerge des théories fondatrices de l'économie, comme celle d'Adam Smith pour qui l'intérêt général ne peut résulter que de l'addition des intérêts particuliers, laissant l'arbitrage à la main invisible et traduisant une saine rivalité entre acteurs individuels dans une loyauté de concurrence parfaite.

Justement cet individualisme est au cœur de la mesure du progrès de l'intérêt général, ce qui conduit aux limites de la croissance illimitée.

b) Ensuite l'économisme. Ce dernier ne désigne pas seulement les préoccupations économiques (indispensables à toute société confrontée à la rareté), mais plutôt le caractère dominant de ces préoccupations, voire l'obsession utilitariste qu'elle engendre dans la culture et les comportements sociaux.

Les sociétés modernes sont axées sur l'augmentation de la richesse individuelle qui est essentiellement monétaire. Elles sont préoccupées par la valeur

totale attribuée à cette richesse plutôt que de la pluralité de ses dimensions et de ses composantes.

Il s'ensuit que le productivisme s'explique par la nature des besoins les plus élémentaires, et dont les conditions de réalisation sont principalement matérielles, loin donc des besoins non matériels qui ne sont guère pris en considération dans le système économiste. En effet, comme le déclare Charles KATTERING, l'ex président de Général Motors « *la clé de la propriété économique, c'est la création d'une insatisfaction organisée* ».

Il s'agit donc d'un modèle de consommation et de production dans lequel le progrès se traduit sous une forme quantitative que l'on peut résumer dans la formule « PLUS = MIEUX ».

c) *Enfin*, la prédominance des mécanismes du marché : ces mécanismes marchands sont : la demande solvable, la recherche du profit et la concurrence.

La demande qui est prise en considération doit être solvable (c'est-à-dire assortie d'un pouvoir d'achat lui permettant de payer le prix du marché), quand à l'offre, elle est seulement en quête de rentabilité et de maximisation indéfinie du profit en répondant à la demande solvable.

La règle de la rentabilité marchande constitue donc une incitation qui vise non seulement à une allocation productive des ressources mais aussi à un supplément indéfini de production. Une fois de plus, se trouve renforcée la règle même du marché, à savoir, l'idée de l'assimilation du progrès dans la satisfaction des besoins à une croissance indéfinie de la quantité des marchandises produits, ce qui signifie donc, une allocation indéfinie des ressources et par conséquent l'épuisement de notre écosystème.

Inévitablement donc, les conséquences de l'organisation économique dominante, atteignent une dimension véritablement mondiale, ou se traduit la formulation des enjeux de cette organisation, ce qui dessine une impasse entre les motivations du développement durable et les questions d'équilibre géopolitique et de terrorisme planétaire, de danger globale de réchauffement du climat et de risques nucléaires, de difficultés prévisibles dans l'approvisionnement en eau et en énergie pour toute la planète, enfin de lutte mondiale contre la pauvreté.

En même temps, face à ces enjeux et ces perspectives, on découvre que la globalisation accroît à la fois les moyens disponibles et les difficultés à résoudre.

2- L'impasse de l'incontestable consommation pour une croissance marchande :

La souveraineté du consommateur est le pivot de la logique marchande qui se noue autour des besoins illimités, paradoxalement à l'épuisement de notre écosystème car, « *la logique du marché dans le cadre du capitalisme est affaiblie par une*

contradiction fondamentale qu'elle arrive de plus en plus mal à dissimuler ». En clair elle repose sur une double affirmation : d'une part elle prétend proposer le raisonnement le plus rigoureux qui soit pour résoudre le problème économique de base, celui de la tension entre besoin et rareté, mais d'autre part, elle affirme que les besoins des hommes sont, par définition, illimités car la logique marchande exige que les besoins soient illimités et elle va mettre tout en œuvre pour qu'il en soit effectivement ainsi.

Cependant l'affirmation selon laquelle les besoins des hommes dans la société moderne sont illimités, ne résulte pas d'une hypothèse purement théorique : elle répond à une nécessité logique qui met en péril les besoins des générations futures.

La mise en œuvre de la modernité (progrès) s'organise autour d'une croissance indéfinie de la consommation et la production. Elle repose donc sur le mécanisme de création cumulative des besoins et elle se trouve aussi en situation de dépendance systématique à l'égard de la croissance. Dépendance encore accrue par la nature du moteur de ce système qui est la recherche d'une accumulation indéfinie du profit.

La réduction de la société à sa seule dimension économique, est encore aggravée par la réduction de l'économie à sa seule dimension matérialiste, c'est-à-dire, au seul objectif d'une maximisation toujours croissante de la production des biens matériels en volume et en valeur. Le critère exclusif de performance d'une économie, et donc d'une société, est désormais l'accroissement collectif du gain d'argent c'est-à-dire, le profit au détriment de la finitude de notre planète.

3- Etat de constat :

Pour installer un équilibre ou un quasi équilibre entre le bonheur de l'homme et la sauvegarde de notre planète, est apparue la notion du développement durable, conditionnée par une économie écologique.

L'économie écologique tente de réconcilier l'homme et la croissance en faisant du progrès de l'homme, la priorité de la croissance.

Ce n'est pas le taux de croissance de l'économie qui est traumatisant, c'est sa nature, c'est-à-dire une mauvaise orientation du développement, qui s'avère contraire aux aspirations profonde des peuples et qui détériore sauvagement leur cadre de vie. Ce n'est pas la croissance zéro de l'économie qui sauvera l'environnement, mais une croissance nouvelle, écologique.

Comme les hommes sont aujourd'hui très souvent victimes d'un environnement qui provoque traumatisme, déséquilibre et destruction, c'est d'abord en le rendant moins dangereux et moins pathogène en redéfinissant le rôle des entreprises, axes de production et de consommation.

Pour parvenir à une croissance durable et humaniste il est donc incontestable de procéder par un développement durable.

Ce type de développement repose sur la prise de conscience de la finitude de notre environnement physique. L'humanité croit, produit et consomme dans un espace fini. Nous vivons aujourd'hui selon un rythme de croissance bien au-delà de ce que notre planète peut supporter, et en plus il s'agit d'un rythme et d'une répartition de richesse inéquitable :

- 1,3 milliards d'hommes n'ont pas accès à l'eau potable.
- Partout les ressources s'épuisent tandis que le gâchis augmente que les inégalités se creusent : 15% des habitants de la planète consomment 85% des ressources.
- Quatre milliards d'êtres humains vivent avec moins de deux dollars par jour, 20% de la population mondiale de plus de 15 ans est analphabète, 800 millions de personnes ont faim.
- Chaque jour, 25 000 habitants du tiers monde meurent à cause de la contamination bactériologique de l'eau.
- La désertification progresse et les populations urbaines doubleront d'ici 20 ans.
- 2 à 3 espèces de plantes et d'animaux disparaissent tous les jours.
- En un siècle, le climat s'est réchauffé de 0.6 degrés ; dans les 50 prochaines années, la température du globe va augmenter de 2 à 6 degrés.
- La fonte des glaces aux pôles, déjà largement amorcée, va provoquer une montée des eaux entre 50 et 60 cm sur les côtes, provoquant le déplacement de 150 millions de personnes d'ici 2050.

Pour plusieurs pays, l'expérience de développement depuis environ 1980 et souvent synonyme de diminution des revenus et de dégradation de vie plutôt que progrès. En face de la réalité de ces statistiques, il revient à l'entreprise d'intégrer à sa pérennité, sa responsabilité.

Il s'agit d'intégrer l'environnement dans le management des entreprises. Cette approche conduit à appliquer un certain nombre de principes et de mécanismes de participation, transparence, engagement de progrès, certifications de démarches environnementales, car par définition le développement durable est « *un mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs* ».

3.1- Eco efficience, triple bottom line:

Après le sommet de Rio, les entreprises se sont attachées à concilier l'efficience économique et l'excellence environnementale afin d'assurer une croissance à la fois soutenue et respectueuses des besoins des générations futures, en terme de consommation des ressources de la planète ou de protection de l'environnement.

Ainsi est né le concept d'éco-efficience qui consiste à conjuguer les performances environnementales et économiques pour créer de la valeur au niveau des entreprises et toute la collectivité.

C'est en avril 2000 que la commission européenne a lancé l'outil de « *triple bottom line* » (la ligne d'en bas d'un compte résultat) qui indique le résultat financier mais également le bilan social et environnemental de l'entreprise.

Le triple bottom line mesure la valeur de l'entreprise et analyse sa performance sous les trois angles :

- *Environnemental* : quel est l'impact des activités de l'entreprise (des sites et des produits) sur l'environnement au sens large, consommation de ressources naturelles, rejets de toutes natures, occupation du territoire.
- *Economique* : au-delà des performances financières, le développement durable suppose la prise au compte des perspectives à long terme de l'entreprise, mais aussi de son impact sur le développement économique, de ses zones d'implantation et de celui de ses parties prenantes et le respect de principe d'éthiques (absence de corruption, d'entente, d'abus de position dominante).
- *Social* : les conséquences sociales de l'activité d'entreprise pour l'ensemble de ses parties prenantes ; ses employés (conditions de travail, formation, rémunération non-discrimination) ses fournisseurs, ses clients, communautés locales (nuisances, respect des cultures...)

Il est donc impératif de reconnaître que la voie du développement humain ne passe pas nécessairement par une forte croissance économique.

3.2- business ethics :

Les règles du business ethics consistent à mettre en application un certain nombre de procédures garantissant aux différentes parties prenantes la fluidité et l'efficacité des échanges commerciaux et financiers sans remettre fondamentalement en cause le système libéral.

Le développement du business ethics, via la corporate social responsibility, s'est développé au cours de 1960/70, stipulant qu'il existe une sorte de contrat implicite entre l'entreprise et la société selon lequel l'entreprise a des obligations envers la société qui a le droit de la contrôler. L'entreprise doit donc suivre les problèmes sociaux qui peuvent l'affecter et y répondre avant qu'ils ne déclenchent une crise.

3.3- la gouvernance d'entreprise :

Suite à de nombreuses affaires qui ont agité les milieux économiques dans la plupart des pays développés et les dysfonctionnements du système économique, plusieurs débats se sont ouverts sur les prises de contrôle, les rémunérations des dirigeants, leurs responsabilités, la composition et le rôle du conseil d'administration, l'information et le rôle des actionnaires, le régime de la faillite ...tous ces aspects

mettant en cause la répartition des pouvoirs dans l'entreprise via le concept de « corporate gouvernance » (la gouvernance d'entreprise)

On parle de gouvernance pour caractériser un processus de décision collectif qui n'implique pas une situation d'autorité de la part d'un des acteurs. La participation et la gouvernance sont les conditions de la mise en œuvre du développement durable.

Selon les Nations Unies : « *la gouvernance peut être considérée comme l'exercice des pouvoirs économique, politiques et administratif pour gérer les affaires des pays à tous les niveaux* ». La gouvernance est participative, transparente et responsable, elle est aussi efficace et équitable.

La bonne gouvernance assure que les priorités politiques, sociales et économiques sont fondées sur un large consensus dans la société et que les voix des plus pauvres et des plus vulnérables sont au cœur du processus de décision sur l'allocation des ressources pour le développement.

Pour la banque mondiale, c'est l'art de gouverner pour obtenir un développement économique, social et institutionnel durable.

Pour le réseau des agences régionales pour l'environnement^{xvi}, la gouvernance vise à répondre aux exigences de transparence, de démocratie et de participation au développement durable. Il s'agit en fait d'associer la population de façon plus importante, plus vivante et surtout plus réactive, au processus de prise de décision (sans remettre en cause le rôle fondamental des élus).

En conclusion, on peut dire que l'épuisement de notre écosystème s'explique par les besoins sans cesse suscités par le piège de la croissance fondée sur la croyance en un progrès matériel incessant. Autrement dit, justifié par une accumulation indéfinie du profit, le système de la modernité capitaliste est foncièrement productiviste et postule pour ce faire le caractère illimité des besoins.

Pour assurer sa propre survie, ce système utilise tous les leviers pour créer des besoins tout azimut, mais dans cette course folle, les considérations d'utilité sociale sont totalement absentes.

Il est donc nécessaire voire urgent de réagir à l'exaltation des biens matériels qui aboutit à la soumission de l'homme au monde des objets dont il cesse d'être le maître pour en devenir l'esclave. Le remède est donc dans la logique d'une bonne gouvernance dans le cadre du développement durable renforcé par les actes du global compact (triple bottom line).

C'est ainsi qu'une minorité d'économistes, de philosophes, et autres scientifiques, aujourd'hui suivis par quelques associations, se sont mobilisés pour soutenir la thèse inverse : la croissance est impossible dans la longue durée, il faut

adopter un rythme de croissance nulle^{xvi}. Il est même devenu indispensable d'organiser la décroissance au moins dans les sociétés industrielles avancées.

Bibliographie :

Philippe SAINT MARC : l'économie barbare édition Frison Roche 1994.

Juan Luis KLEIN, pierre Andrée TREMBLAY, Hugues DIONNE : au-delà du néolibéralisme, édition presse de l'université du Québec 1997

Christian COMELIAU : les impasses de la modernité, critique de la marchandisation, édition seuil 2000.

Santosh MEUROTRA : le développement à visage humain, édition economica 2001

Claude DURAND, Alain PINCHON : la puissance des normes, édition l'harmattan 2003

Geneviève FERONE, Dominique DEBAS, Anne Sophie GENIN : ce que développement durable veut dire, édition d'organisation 2004.

Christian COMELIAU : la croissance ou le progrès ? Croissance, décroissance, développement durable -édition du seuil 2006